

Octobre mouvant

Ce texte s'adresse à tous ceux qui se sentent parties prenantes du mouvement d'opposition à la réforme du système des retraites. Il est écrit par des personnes qui ne sont pas directement impliquées dedans, ne serait-ce que parce qu'elles tentent, dans la mesure du possible d'échapper au travail salarié (en tout cas : au travail à temps plein et à durée indéterminée), et ne se trouvent donc pas en position de faire grève ou de participer à des AG (inter)professionnelles.

Notre sentiment est que la lutte qui s'étend ces jours-ci est tout à fait légitime. Il est juste de rejeter les sacrifices exigés des gens ordinaires par une élite politico-économique rapace, dont le désir de mettre en valeur (monétaire) le monde et les humains est sans limites. Seul un blocage déterminé des flux de marchandises et de main-d'œuvre peut effectivement y mettre des bornes. En même temps, nous trouvons qu'il est incorrect de ne se battre que pour conserver le mode de distribution actuel des pensions de retraite. Nous aimerions rencontrer d'autres personnes qui ressentent cette insatisfaction. Voici les questions que nous nous posons et que nous vous posons.

Peut-on défendre comme un idéal un système qui fait de la vieillesse une sorte de terminus ? La retraite est si souvent vécue comme une rupture brusque et douloureuse, même par ceux qui l'attendent depuis longtemps pour faire enfin ce qu'ils ont « vraiment envie de faire ». Le grand moment arrivé, un sentiment de solitude et d'inutilité envahit logiquement beaucoup de personnes, salariées depuis des dizaines d'années.

Y a-t-il inévitablement besoin d'attendre 60, 62 ou 67 ans pour faire ce que l'on a toujours eu envie de faire dans la vie ? Y a-t-il des raisons morales ou religieuses qui empêchent de laisser cours à cette envie plus tôt, dès maintenant ? N'est-ce qu'une question d'argent, et ne serait-il pas possible d'en gagner moins, pour jouir d'une plus grande liberté et du plaisir de prendre en charge des besoins humains plus essentiels ?

Est-il possible de soutenir, comme tous les partis de gauche et les syndicats, que l'on peut faire confiance à notre économie moderne pour créer plus de richesses dans le

futur ? Y a-t-il besoin de plus de richesses de nos jours, pour que tout le monde mange à sa faim ? Y a-t-il besoin que plus d'argent soit mis en circulation, pour exiger enfin qu'on le partage tout de suite ?

Est-il tenable de réfléchir à la question de la solidarité sans poser celle du sens de notre travail et de ce que notre société produit ? N'est-il pas dramatique que cette belle solidarité repose sur tant d'emplois inutiles, et pourtant stressants, quand ils ne sont pas littéralement calamiteux pour le milieu naturel ?

Jusqu'à quand défilera-t-on contre l'immoralité de la haute finance, sans s'inquiéter de l'immoralité de bien des tâches qu'acceptent d'accomplir au quotidien les travailleurs, à tous les échelons de la hiérarchie salariale – production et diffusion de produits nocifs pour la santé, mise sous dépendance des gens par le crédit à la consommation, la publicité, etc., contrôle du travail des autres, édicition et exécution de normes bureaucratiques qui restreignent la liberté de chacun dans tous les domaines de la vie... ?

Parce que nous répondons par la négative à ces différentes questions, nous nous sentons plus intéressés par la (re)construction de modes d'entraide directe entre les gens que par la défense de l'État social. Nous avons pourtant conscience qu'il est impossible aujourd'hui de se passer des revenus socialisés pour se soigner, se loger, accueillir un nouveau-né, financer des projets collectifs, etc., et c'est en partie pour cela que nous nous mêlons aux manifestations et soutenons les grévistes. Mais nous nous souvenons que l'État-providence est né, au début du XX^e siècle, de l'unification de coopératives ouvrières ou villageoises, de caisses de solidarité entre travailleurs, de mutuelles construites par en bas. Plus exactement, il s'est substitué par en haut à ce foisonnement coopératif, qui était une des bases du mouvement ouvrier et de la combativité populaire au XIX^e siècle.

Aujourd'hui, nous pensons que la meilleure manière de se protéger contre la mise en concurrence de tous et le démantèlement des « acquis sociaux » serait de régénérer ce genre de pratiques : faire des caisses de secours entre amis, voisins, collègues ; faire des potagers collectifs ; ouvrir des ateliers où échanger

des savoirs, des techniques, où mettre en commun des biens ou des services qui coûtent cher (ou pas !); au fond, prendre toutes les initiatives qui vont dans le sens d'une solidarité concrète, à même de nous rendre moins dépendants de l'argent. Serait-il forcément fatigant et ennuyeux de reprendre en main l'administration de nos vies, et en premier lieu celle de la solidarité, confiée depuis longtemps à de grandes machines inaccessibles aux individus ? S'occuper soi-même de son quotidien, le soustraire aux grandes organisations, marchandes et étatiques, ne pourrait-il pas être une source de plaisir et de fierté ?

Nous savons que le discours que nous tenons est fréquemment considéré comme défaitiste, notamment par les militants. Que le type d'initiatives que nous appelons de nos vœux, et pratiquons pour partie, passe au mieux pour sympathique, mais de toute façon marginal, sans impact sur le combat fondamental entre le bon peuple et le grand capital. Il est clair que, dans la situation actuelle, les pistes indiquées relèvent du bricolage. Mais c'est un bricolage qui fait preuve de plus de modestie, de dignité et de réalisme, que l'exaltation des gains de productivité à laquelle se résume la simple défense de l'État social. Nous pensons également que ce qui est à même d'effrayer réellement une classe dirigeante, c'est d'abord que ses sujets n'ont pas peur de se poser des questions, ou plutôt : n'ont plus peur de faire le lien entre les questions qu'ils se posent, le plus souvent séparément (le chômage, les retraites, la catastrophe écologique, les suicides au travail, l'adaptation du contenu des études au monde professionnel...). Voire, rêvons, qu'ils s'organisent pour devenir plus autonomes – c'est-à-dire qu'on ne cherche pas seulement à affronter cette classe dominante sur son terrain, mais aussi à faire en sorte de se passer d'elle, de sa propagande écœurante, de sa camelote électronique, automobile, alimentaire, etc.

Un rendez-vous est proposé à Albi (Place du Castielviel), le lundi 8 novembre, à 18 heures, pour une discussion autour de ce tract.

